

PROCES - VERBAL

Réunion d'examen conjoint pour la Déclaration de Projet du PLU de Cercoux

le 25 septembre 2025 à la mairie de Cercoux

1. LISTE DES PRESENTS

AGENCE CITTÀNOVA OCCITANIE

11 rue Amélie
31 000 Toulouse
09 82 48 28 32
contact@cittanova.fr

Cittànova
Urbanisme
Architecture
Paysage
Environnement
Communication

LISTE DE PRÉSENCE

RÉUNION : DP Cercoux

OBJET : Réunion d'examen conjoint

DATE : 25/09/2025

LIEU : Cercoux

Nom / Prénom	Organisme / Fonction	Mail	Signature
PARLAT Xavier	Bvic	xparlat@bvic.fr	
GURAT-GILLIS Hanneke	Syndicat Saye Galesstre Lary	h.gurat-gillise@saye-galestre-lary.fr	
DEWAELE CAMILLE	Syndicat Saye Galesstre Lary	c.dewaele@saye-galestre-lary.fr	
Dominique MAILLET	CD Haut Saintonge	dominique.mallet@haut-saintonge.org	
Vincent BADIO	1 ^{er} Adjoint Cercoux délégué Urban.	Vincent.BADIO@Cercoux.fr	
Château Frédéric	CIA 1779	frederic.chateau@cia1779.fr	
ATRON Pierre-Guillaume	DDT 17	pierre.guillaume.atron@ddt17.gouv.fr	
BLANC Quentin	Urbaniste Cittanova	q.blanc@cittanova.fr	
BLANC Jeanne	Maire Cercoux	jeanne.blanc@Cercoux.fr	

2. OBJET DE LA REUNION

Cette réunion d'examen conjoint a pour objectif de présenter le dossier de la Déclaration de Projet aux Personnes Publiques Associées, c'est un temps d'échanges qui doit permettre d'améliorer le dossier.

3. DEROULEMENT DE LA REUNION

Le bureau d'études présente dans un premier temps, le dossier de la Déclaration de Projet dans les grandes lignes à savoir : le contexte du projet, les motifs d'évolutions de la procédure et les modifications des documents règlementaires.

Dans un second temps, les personnes publiques associées sont invitées à partager leurs remarques et leurs observations sur le dossier.

4. RESTITUTION DES OBSERVATIONS

Cette partie synthétise les échanges, remarques et questions qui ont pu émerger lors de la réunion d'examen conjoint.

4.1. ELEMENTS INTRODUCTIFS

Madame Blanc rappelle en introduction que :

- L'objectif de la réunion est d'avancer collectivement sur la procédure de déclaration de projet.
 - Le projet est porté par la commune depuis plusieurs années, dans une démarche de co-construction.
 - Le but est de parvenir à un consensus entre les différents acteurs (environnement, agriculture, sylviculture, urbanisme...) afin de limiter l'impact du projet et d'assurer sa cohérence avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en cours de révision.
 - La commune s'inscrit actuellement dans une dynamique globale d'aménagement du territoire.
- La DDT signale que, malgré la réception récente des documents, certaines observations complémentaires pourront être formulées ultérieurement par ses collègues, notamment sur le volet environnemental compte tenu du délai de consultation très court.
- Sur ce sujet le bureau d'études rappelle les différentes évolutions qui ont eu lieu entre la version envoyée le 19 août et celle transmise le 23 septembre :
- La compatibilité avec le SCOT, en particulier la consommation d'espaces naturels et agricoles.
 - La prise en compte du paysage et de la biodiversité :
 - Introduction de règles sur les clôtures perméables et le maillage écologique.
 - Intégration de zones tampons pour les marges de recul et la continuité paysagère.
 - La réintégration d'éléments du mémoire en réponse de Voltalia, notamment :
 - la gestion des zones humides,
 - la préservation du ruisseau de Gavriange,
 - et la cohérence avec l'étude d'impact environnemental.

- Au niveau de la stratégie communale au niveau des EnR, la commune rappelle qu'elle a fait le choix de concentrer le photovoltaïque sur une seule zone, afin d'éviter le mitage du territoire et de préserver les espaces agricoles.

4.2. DOSSIER DE PERMIS DE CONSTRUIRE

- Sur le dossier de Permis de Construire :
 - La MRAe a rendu un avis comportant des observations et demandes de précisions, mais sans conclusion favorable ou défavorable.
 - Elle a notamment demandé des compléments sur certains points de l'étude d'impact.
 - Voltalia a produit un mémoire de réponse à ces observations, intégrant les précisions demandées par la DDT et la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe).
- La DDT a attiré l'attention sur certains points techniques à clarifier avant dépôt du permis de construire, notamment :
 - la délimitation précise des tronçons indéterminés des fossés et zones humides
 - et la validation cartographique des zones de passage et d'accès par les services compétents.
 - Une vérification conjointe entre la DDTM et le porteur de projet (Voltalia) sera engagée pour lever les incertitudes et garantir la conformité du dossier.

4.3. SUJET DE LA REVERSIBILITE DU SITE

- Le règlement de la zone NPV introduit une disposition spécifique relative à la réversibilité du projet :
 - En cas de démantèlement de l'installation, une opération de renaturation du site devra être réalisée, sous réserve des conditions techniques et environnementales.
- Suite aux échanges en séance :
 - Les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer cette exigence.
 - Il a été proposé de formuler une obligation plus ferme dans le texte, en conformité avec les prescriptions du SCOT, qui imposent la réversibilité intégrale des parcs photovoltaïques.
 - Une rédaction plus contraignante sera rédigée dans le règlement écrit, imposant explicitement la restitution des terrains à un état naturel ou agricole après exploitation.

4.4. COMPATIBILITE CONSOMMATION D'ESPACE NATUREL AGRICOLE ET FORESTIER AVEC LE SCOT ET LES OBJECTIFS REGIONAUX

- Le SCOT de la Haute Saintonge prévoit un objectif de 500 hectares dédiés au développement des fermes photovoltaïques.
- Il a été précisé que :
 - Cette valeur n'est pas une enveloppe de consommation, mais un objectif de production énergétique ;
 - En pratique, le territoire pourra dépasser ce chiffre tant que la consommation d'espaces reste maîtrisée et justifiée.

- Néanmoins, il a été rappelé que le SCOT devra être mis en compatibilité avec la loi Climat et Résilience d'ici février 2027, pour intégrer :
 - Une réduction de 51 % de la consommation foncière globale à l'échelle du territoire,
 - Une limitation renforcée de l'artificialisation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

4.5. POSITION DE LA DDT SUR LE CHOIX DU SITE ET LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

- La DDT a exprimé des interrogations sur le choix du secteur retenu, au regard :
 - de la sensibilité environnementale du milieu,
 - et des orientations du SCOT, qui privilégient les zones déjà artificialisées ou dégradées pour l'implantation de centrales solaires.
- Il a été noté que la notice d'évaluation environnementale ne mettait pas suffisamment en évidence la justification du choix du site au regard de la séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC).
- Il a été suggéré d'ajouter dans la notice un complément explicitant les critères de sélection du site, et les alternatives envisagées lors des premières études d'impact.
- La commune rappelle que le choix du site de Cercoux résulte d'une longue concertation menée sur plus de deux ans et demi avec la population, les chasseurs et les acteurs locaux. Ce choix s'est fondé sur plusieurs critères :
 - Réduction de l'impact pour les habitants : le site se situe à proximité immédiate du centre d'enfouissement de Veolia (Lapouyade), générant déjà des nuisances olfactives, ce qui en fait une zone peu attractive pour l'habitat.
 - Maîtrise foncière et cohérence communale : la commune a préféré concentrer le photovoltaïque sur un seul grand projet (68 ha) plutôt que de subir un mitage de petits projets dispersés.
 - Réduction des impacts environnementaux :
 - Les zones humides concernées ont été très fortement réduites à moins de 1 000 m², essentiellement sur les pistes d'accès.
 - Les pistes feront l'objet d'un traitement non imperméabilisé, pour préserver la perméabilité des sols.
- La commune a également replacé ce choix dans un contexte historique :
 - La zone du Levraut avait connu dans le passé un défrichement massif (près de 100 ha) pour un projet urbanistique abandonné, laissant des terrains écologiquement dégradés.
 - Le projet photovoltaïque actuel constitue une opportunité de renaturation et de réhabilitation de cette zone fortement impactée.
 - Des discussions sont en cours avec la SARL Levraut (en liquidation) pour acquérir les terrains brûlés en 2021 et engager une opération de renaturation et de reboisement.

4.6. REMARQUES DU SYNDICAT MIXTE SAYE GALOSTRE LARY (SMGBV)

- Le SMGBV regrette l'absence de cartographie détaillée des habitats et des enjeux environnementaux dans le dossier, ce qui rend difficile l'analyse complète. Il propose qu'une



superposition entre les plans du projet et les cartes d'enjeux (zones Natura 2000, habitats, zones humides, etc.) soit intégrée, afin de visualiser ce qui a été évité ou préservé.

- Il s'interroge également sur la présence d'une évaluation des incidences Natura 2000, se demandant si elle a été réalisée dans le cadre de la déclaration de projet ou du permis de construire.
- Le bureau d'études et la commune confirment que cette évaluation relève du permis de construire et non de la déclaration de projet. Ils rappellent qu'il ne faut pas mélanger les procédures, la déclaration de projet portant sur la compatibilité du PLU et non sur l'instruction du permis.
- Le SMGBV mentionne les espèces thermophiles (comme la *Cisticole des joncs*) qui ne peuvent pas être considérées comme pouvant s'installer « sous les panneaux », contrairement à ce que certaines études suggèrent. Il met aussi en garde sur les effets du ruissellement lié aux panneaux solaires sur la fonctionnalité des zones humides, soulignant le manque de retour d'expérience à ce sujet.
- Il évoque également les impacts du nettoyage et de la maintenance des panneaux sur la faune et la flore, et s'interroge sur la prise en compte de ces aspects dans le dossier.
- Le SMGBV revient sur la séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC), et demande des précisions sur les mesures compensatoires, notamment pour le défrichement et les atteintes à la biodiversité.
- La commune précise qu'un appel à manifestation d'intérêt a été lancé localement pour identifier des parcelles susceptibles d'accueillir des mesures compensatoires, incluant des zones de renaturation. Le porteur de projet, Voltalia, travaille avec Alliance Forêt Bois et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) pour élaborer ces mesures.
- La DDT ajoute que :
 - la compensation forestière (liée au défrichement) fera l'objet d'une autorisation spécifique, Voltalia ayant un an après l'autorisation pour présenter les modalités finales ;
 - la compensation environnementale (liée aux espèces et habitats) est encore en cours d'élaboration, notamment dans le cadre de la dérogation espèces protégées ;
 - ces deux types de compensations ne peuvent pas forcément se superposer ;
 - les surfaces précises de compensation ne sont pas encore validées.

5. CONCLUSIONS

En conclusion la réunion a permis de clarifier les modifications et les ajouts nécessaires à la réalisation du projet, trois sujets à intégrer au dossier se dégagent :

- Renforcer le règlement écrit sur la notion de réversibilité du projet photovoltaïque



- L'introduction de la méthodologie et de la justification du choix du site notamment à travers la séquence ERC
- L'ajout d'une carte superposant les enjeux environnementaux à la localisation du projet

6. LE CALENDRIER ET PROCHAINES ETAPES

- La commune attend d'éventuelles observations complémentaires qui pourront être formulées par la DDT notamment sur le volet environnemental comme indiqué par Monsieur Atron en introduction.
- La commune est en attente de l'avis de la MRAe saisie le 25/08/2025
- Une enquête publique unique organisée par les services de la préfecture est prévue sur les 3 motifs suivants :
 - Déclaration de Projet
 - Défrichement
 - Permis de construire
- L'enquête publique pourra débuter qu'une fois l'avis de la MRAe réceptionné.

